

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
SEANCE DU 3 NOVEMBRE 2020**

**POINT 04  
DEMANDE D'ADMISSION EN NON-VALEUR**

**Historique du dossier :**

05/09/2017 : émission d'un titre de recette N°210007141 d'un montant de 7 200,00 € à l'encontre de la société X...

Objet de la facturation : frais de formation - contrat de professionnalisation - convention CD-035-2017.

16/11/2017 : envoi d'un courrier de relance amiable.

25/01/2018 : envoi d'une mise en demeure (recommandé AR).

11/02/2019 : dossier transmis à l'huissier de justice.

25/11/2019 : information de l'huissier concernant les frais et débours : 468,80 € et accord pour assignation en redressement judiciaire.

12/12/2019 : réponse positive de l'Agent comptable pour assignation en redressement judiciaire.

05/06/2020 : information de l'huissier de justice : les mesures d'exécution sont demeurées vaines, les saisies attributions ont été transformées en carence. Le procès-verbal de saisie vente a également été transformé en carence. Les mises en demeure et avis de redressement judiciaire sont demeurés sans effet.

16/06/2020 : retour du dossier avec procès-verbal de sursis.

L'Agent comptable ayant épuisé toutes les voies de recours mises à sa disposition, il est fondé à demander l'admission de la créance en non-valeur. Pour rappel, la délégation de pouvoir accordée au Président par la décision du Conseil d'administration du 16 février 2016 l' « autorise à accorder des remises gracieuses et admissions en non-valeur d'un montant inférieur à 5000 € », au-delà de ce montant cela reste une compétence exclusive du CA.

03/11/2020 : Présentation du dossier par l'Agent comptable devant le Conseil d'administration pour admission en non-valeur de la créance.